

Newsletter

recherche :

Institut de Recherches de la FS

L'Institut

Assemblée générale du 23 novembre 2011

Présentation

Equipe

Statuts

Contact

Les chantiers

Travail et syndicalisme

L'école et ses critiques

Politiques néolibérales

Nouveau management public

Histoire/socialisme et éducation

Syndicalisme enseignant (histoire et actualité)

Disciplines

Publications

les publications de l'Institut

Livres

Regards croisés

Evénements

Agenda

Documentation



Les chantiers de recherche

Travail et syndicalisme

L'école et ses critiques

Politiques néolibérales

Nouveau management public

Histoire/socialisme et éducation

Syndicalisme enseignant (histoire et actualité)

Disciplines

Ecole et démocratie en Italie de l'unité à la fin du xxème siècle

Enfin traduit en Français, cet ouvrage de Francesco SUSI nous propose un périple dans les faits, les flux, les failles qui ont marqué la construction du droit à l'instruction en Italie ; il le fait sans jamais séparer cette histoire scolaire de celle de la société italienne, telle qu'elle s'est faite pendant un siècle et demi. Une note de lecture de Michel Deschamps.

De l'école italienne aux réalités éducatives françaises

Je voudrais pouvoir convaincre le lecteur de cette note : il n'est nul besoin

d'être historien, spécialiste de l'Italie, ou comparatiste, pour trouver dans ce livre non seulement des enseignements précieux sur une démocratie voisine et amie, mais une puissante incitation à réfléchir sur notre propre système éducatif. Alors que les problèmes de notre École apparaissent tellement complexes et la possibilité de leur résolution tellement incertaine, déplacer le regard, prendre du recul n'offrent pas une si mauvaise façon de dépasser l'impasse scolaire dans laquelle notre pays semble s'être embourbé.

La démarche de F. SUSI n'est-elle pas elle-même « comparatiste », mais la largeur de vue et la culture politique dont il fait preuve invitent, tout naturellement, à dépasser ce que les réalités italiennes peuvent avoir de spécifique.

Les particularités nationales sont évidemment réelles et elles ont eu des conséquences souvent déterminantes dans l'évolution de l'Italie :

- ▶ nouveauté, à l'échelle historique, de l'unité nationale et de la République,
- ▶ prégnance des traditions et des pesanteurs d'une société paysanne et rurale,
- ▶ interventionnisme politique constant de l'église catholique,
- ▶ fractures du fascisme mussolinien,
- ▶ longue hégémonie de la Démocratie Chrétienne,
- ▶ épisode terroriste particulièrement sanglant,
- ▶ tentation récurrente du Pouvoir personnel,
- ▶ opposition Nord-Sud...

Autant de spécificités, certes. Parfois radicalement différentes des réalités françaises. Mais, surtout, formidable leçon sur la façon dont se construisent, dans un contexte donné, les réalités scolaires.

J'ai rarement rencontré une telle volonté d'écarter toute approche scolaro-centrée des questions éducatives, ainsi qu'une telle aptitude à prendre en compte, réellement, le contexte, politique, économique, social, culturel, dans lequel elles se développent et les interactions qu'elles nouent avec lui.

On sait, dans ce domaine, les deux écueils les plus souvent rencontrés :

- ▶ présenter le contexte comme une simple toile de fond, sans finalement remettre en cause le mythe d'une autonomie sociale de l'institution scolaire,
- ▶ présenter les réalités scolaires, identifiées le plus souvent aux seules politiques publiques éducatives, comme la conséquence, quasi mécanique, des pressions de forces, économiques surtout, hostiles aux valeurs de l'École.

École « autonome » ou école passive, loin de ces approches, F. SUSI met en lumière les entrelacements d'un tissu où se mêlent, indissociablement, les fils

des rapports de force politiques, des réalités sociales, des évolutions économiques, des bouillonnements culturels... et des conceptions éducatives.

L'École italienne n'est (évidemment) pas séparable de l'histoire de l'Italie. Elle y rencontre d'autres histoires, d'autres acteurs, d'autres intérêts, qui la freinent ou l'entraînent selon les périodes. Elle y joue un rôle crucial ou mineur selon les moments. Mais elle n'y est jamais totalement passive, victime ou irresponsable. Et pas plus ne le sont les administrateurs et les professions de l'École, et pas plus les autres acteurs et forces sociales qui l'entourent.

C'est à mes yeux le principal mérite de l'ouvrage de Francesco SUSI que d'écarter toute vision lénifiante du « besoin d'école » –fluctuant selon les contextes historiques– et des stratégies et comportements –souvent contradictoires– censés lui répondre. F. SUSI inscrit les questions scolaires dans la complexité, au risque de contredire les croyances de tout roman scolaire.

Trois brefs exemples, parmi d'autres possibles, de ces leçons de complexité :

Dans une société italienne, longtemps marquée par un analphabétisme au niveau inconnu dans la plupart des pays européens comparables (près de 78% au XIXème siècle ; cinq millions et demi d'analphabètes encore, en 1951), le besoin d'école aurait dû apparaître comme une évidence, d'abord ressentie par les milieux populaires et les forces progressistes. La réalité historique fut un peu plus complexe. L'installation de l'école obligatoire a d'abord reflété la volonté de la classe dirigeante italienne qui, malgré de fortes suspicions et réserves en son sein, était alors poussée moins par un besoin économique de qualifications (pas encore) que par la nécessité de préservation de la paix sociale et de perpétuation des rapports sociaux. Dans le même temps, l'école obligatoire rencontrait de fortes oppositions, conservatrice et religieuse, mais aussi les réticences d'une paysannerie statique. Réticences longtemps partagées, pour d'autres raisons, au sein même des mouvements de travailleurs de l'industrialisation naissants, par les militants les plus radicaux peu sensibles au mythe de l'école libératrice.

Globalement, la faible demande d'éducation des classes populaires restera une réalité jusqu'au milieu du XXème siècle, lorsque l'accélération de l'industrialisation engendrera un nouveau besoin de formation et crédibilisera les promesses d'un « Front de l'école » progressiste. Mais le retard initial s'est lentement payé, y compris dans l'aptitude populaire à apprécier les progrès quantitatifs, de la scolarisation de masse à l'aune de ses contenus qualitatifs.

Dans un pays de forte imprégnation catholique et avec une Église qui n'entend pas renoncer à son objectif de décrétalisation de l'école, le principe de laïcité –entendu comme liberté de pensée et tolérance pratique– est apparu essentiel à la construction de la démocratie en Italie. Le conflit entre laïques et catholiques caractérise, effectivement tout un pan de l'histoire scolaire italienne.

Francesco SUSI en souligne les étapes essentielles, dans leur nécessité

démocratique mais aussi leur dureté polémique. Il n'en cache pas les conséquences : les exigences du combat laïque ont aussi conduit à faire bloc derrière l'école d'État, jusqu'à refuser de voir ses limites, ses aspects bureaucratiques, ses fonctions de reproduction et de sélection sociale. La logique de la confrontation n'a pas plus permis de reconnaître qu'au sein même du camp laïque coexistaient des partisans de la rénovation de l'école et de parfaits conservateurs. La route a été longue avant de voir les forces de gauche abandonner une position seulement défensive, débarrasser le concept de laïcité de tout résidu polémique, comprendre qu'on ne pourrait avancer qu'en introduisant, dans l'école publique italienne, de vrais principes et des mesures de rénovation.

Tout au long de son ouvrage, F. SUSI sait être un observateur attentif des enseignants, de leur situation objective, de leurs comportements et de leur implication collective dans la construction de l'École italienne.

Avec rigueur, au plus près des faits, sans jamais flatter une corporation, à laquelle, par ailleurs, il appartient.

Cette corporation fut longtemps isolée, méprisée, avec des conditions d'emploi qui en faisait une sorte de « prolétariat de l'école ». Cette situation aurait pu la rapprocher des forces populaires et la conduire à partir d'intérêts mutuels à y chercher des alliés. La réaction fut inverse. Les premières organisations professionnelles s'employèrent plutôt à marquer leur distance avec les couches ouvrière, jusqu'à renoncer à l'arme de la grève : descendre dans la rue « étant considéré comme contraire à une dignité laborieusement conquise. Contradiction d'une corporation, tout à la fois en pleine expansion et menacée par un déclassé accéléré.

Ce corporatisme naissant n'empêchera pas de réunir la profession autour d'objectifs limités mais unificateurs : rapport public-privé, méthodes et disciplines d'enseignement, revendication statutaires et salariales, et de remporter des victoires au moins temporaires.

Il n'empêchera pas une division syndicale récurrente et ne permettra souvent pas aux professionnels de l'école de s'impliquer avec suffisamment de force et de continuité dans la remise en cause d'un système scolaire toujours sélectif et dans la construction des alternatives.

L'ouvrage s'arrête, de fait, à la fin des années soixante-dix et c'est à sa conclusion qu'il faut s'arrêter pour trouver l'esquisse d'une analyse des bouleversements apportés, dans la dernière période par le néo-libéralisme. Mais pourquoi faut-il qu'elle apparaisse à ce point tourner le dos à ce qui fait le mérite, par ailleurs considérable, de la démarche de F. SUSI :

- ▶ rejet de toute attitude de surplomb,
- ▶ refus des analyses totalisantes et des explications convenues,
- ▶ attention extrême portée aux faits et à leurs interactions, contre toute lecture mécanique des dominations.

La caractérisation du néo-libéralisme reste, à mes yeux trop générale, trop conforme à une certaine vulgate critique, pour approfondir concrètement les réalités contradictoires des temps présents. Elle reste pauvre en faits réels, en

analyses contextualisées et, plus encore, en pistes de dépassement. Le principe éducatif –concept cher à Gramsci– de l'époque nouvelle, pourtant au cœur de la visée anthropologique prêtée au néo-libéralisme, et abordé de façon si globale et abstraite que l'analyse s'en trouve plus étouffée que libérée. La frustration est d'autant plus grande qu'on imagine le formidable apport qu'aurait permis l'application de « la méthode SUSI » à l'école italienne d'aujourd'hui.

C'est, en fait, dans la postface substantielle, de Roger ESTABLET qu'il faut chercher les effets de ces évolutions récentes.

L'utilisation des données statistiques disponibles permet, d'abord, de confirmer la remarquable hausse du niveau scolaire opérée depuis l'Unité, au long d'un processus dont F. SUSI a su nous montrer les difficultés, les avancées et les reflux.

L'utilisation des mêmes données permet de situer le niveau moyen des élèves de la scolarité obligatoire, l'Italie atteignant maintenant (données 2012) le niveau de la France. Pour autant les trajets respectifs des deux pays se révèlent nettement différenciés : l'Italie progresse régulièrement, aussi bien en résultats bruts qu'en comparaison entre les performances atteintes et celles attendues (compte tenu des données socio-culturelles de départ). Dans le même temps et sur la base des mêmes critères, la France régresse fortement.

Certes l'Italie, pas plus que la France ou qu'aucun autre pays européen, n'a su vaincre l'échec scolaire qui reste à un niveau beaucoup trop élevé pour assurer l'insertion sociale de tous. Mais, là encore, l'Italie se distingue par une très faible croissance de cet échec.

Au-delà des données brutes, on aimerait évidemment comprendre les causes de telles différences. Là s'arrêtent, sans doute, les enseignements du regard comparatiste, tant les inégalités, maintenant précisément décrites et chiffrées au niveau international, renvoient à des contextes, des comportements nationaux, des pratiques trop spécifiques et complexes pour être aussi aisément (dé-) chiffrés. Francesco SUSI, approuvé, semble-t-il, par Roger ESTABLET, souligne l'importance des « ressources pédagogiques » dont a pu s'enrichir l'école italienne, tout au long d'une histoire marquée par le bouillonnement intellectuel, la vivacité du débat d'idées, l'ouverture aux pédagogues étrangers.

Je serais tenté d'y ajouter l'apport d'un rapport École-Société, moins figé, moins contraint par la bureaucratie étatique et, ainsi, peut-être mieux armé pour faire face aux bouleversements néolibéraux et mener les « guerres » –de position et de mouvement– qu'ils nécessitent.

L'enjeu, c'est aussi (pas seulement en Italie) que les enseignants se montrent capables, certes pas d'assumer seuls les problèmes de l'École, mais de les mettre au centre de l'intérêt national.

Michel DESCHAMPS

Note de lecture, Août 2015

  [Version imprimable](#)



[Contact](#)

[Crédits](#)

[Liens](#)

[Mentions légales](#)

[Flux RSS](#) 